Daniel Bensaïd

Cités interdites

« La plupart prennent une ville pour une Cité et un bourgeois pour un Citoyen. Ils ne savent pas que les maisons font la ville, mais que les citoyens font la Cité. »
J.-J. Rousseau, Le Contrat social

« Comme à l'époque victorienne, la criminalisation radicale des urbains pauvres est une prophétie qui porte en elle les germes de son accomplissement et prépare avec certitude un avenir de guerre urbaine permanente. À mesure que les classes moyennes du tiers-monde se bunkérisent dans les parcs à thème électrifiés et autres villages suburbains sécurisés, elles perdent progressivement toute compréhension culturelle des marais urbains qu'elles ont laissés derrière elles. »
Mike Davis, *Le pire des mondes possibles*.

Il existe un lien historique étroit entre les métamorphoses de l'espace urbain, en tant que théâtre contemporain des luttes de classes, et ce qu'il était convenu, jusqu'il y a peu, d'appeler la gauche. C'est un thème trop souvent ignoré du *Passagenwerk* de Walter Benjamin, superbement illustré depuis par David Harvey (*Paris, Capital of Modernity*, Rutledge 2003) ou par Chris Ealham (*La Lucha por Barcelona. Clase, cultura y conflicto, 1878-1938*, Allianza Editorial, 2005). Plus généralement, le capital a plus d'une ruse géographique dans sa besace (déplacement et réorganisation des espaces) quand il s'agit de surmonter la crise qui perpétuellement le ronge, et de fuir la contradiction tenace entre la fixité des lieux et la mobilité des flux monétaires et commerciaux.

Parce qu'elle fut un espace public de hasards, de rencontres et d'aventures, en même temps que la scène du crime que n'a cessé, depuis Edgar Poe, Eugène Sue, Dickens, Wilkie Collins, de scruter la littérature policière, la ville moderne fut aussi la condition de la liberté des modernes et des politiques d'émancipation associées à la notion, elle-même spatiale, de gauche. De sorte que l'une et l'autre – la ville et la gauche, ou du moins ce qui fut situé dans cet espace nécessairement relatif à une droite – dépérissent simultanément, de langueur et d'anémie, à mesure que s'amenuise et s'étiole l'espace public sous l'effet de multiples privatisations.

La contre-réforme urbaine accompagne en effet logiquement la réaction libérale. La privatisation du quartier, voire de la rue, la spécialisation fonctionnelle à grande échelle des lieux, le gentrification des centres-villes et la ségrégation spatiale accrue, la déchirure du tissu social et la fragmentation de l'habitat, tout concourt à l'appauvrissement de l'espace public et à la désaffiliation sociale. Émerge ainsi une nouvelle société urbaine segmentée et individualisée, dans laquelle les lignes de conflit social se brouillent et s'enchevêtrent au point de devenir difficilement lisibles ; ce que tend à vérifier la porosité croissante des lignes traditionnelles de partage électoral. Dans ces espaces urbains anomiques et ces sociétés atomisés, la gauche se décompose.

Considérer que les contradictions sociales majeures de nos sociétés se sont déplacées de l'entreprise au territoire, autrement dit du rapport capital-travail aux « politiques publiques » ou aux « conditions de vie », sans autre précision, est pratiquement devenu un lieu commun en Europe. Cependant, cette contradiction apparaît comme la combinaison confuse d'une quantité d'objets, de problèmes, de thèmes, aussi disparates et apparemment dépourvus de fil conducteur commun que le logement, la sécurité, le travail précaire, la protection de l'environnement, le patrimoine immobilier, le transport et la mobilité. Une telle confusion énumérative émiette les terrains de confrontation, obscurcit l'énoncé de projets sociaux antagoniques, et favorise l'explosion sporadique de « rébellions anomiques ».

I. Rififi dans l'espace

Discordances spatiales. À l'espace absolu, religieux et politique, des communautés de sang, de terroir, de langue, a succédé un espace historique relatif. L'activité productive s'y est détachée de la reproduction. Elle est ainsi devenue la proie de l'abstraction (du travail social abstrait). Cet espace abstrait, quantifié, géométrisé, instrumentalisé, neutralise le sensuel et le sexuel. Alliée à la critique de l'économie politique, la critique de la production sociale de l'espace permet alors de distinguer l'espace vécu, dans lequel se situent les corps, de la représentation de l'espace comme abstraction quantifiable, et de l'espace de représentation dans lequel nous évoluons en tant qu'êtres sociaux. Nous habitons ainsi, simultanément, une multiplicité d'espaces (la ville, le quartier, la nation, la communauté religieuse, le continent, le monde), réels et imaginaires, qui souvent jointent mal. Et nous nous référons plus ou moins intensément, selon les circonstances, à tel ou tel de ces espaces discordants.

Géopolitiques du capital. Bien qu'ayant relevé (avant Rosa Luxemburg) l'importance du marché mondial et du développement inégal, Marx considéra la géographie comme « une com-

plication inutile », appelée à se dissoudre dans l'abstraction du marché et dans la solidarité universelle. Ce sont donc des libertaires, comme Élisée Reclus et Kropotkine, qui, attentifs aux singularités (et nostalgiques sans doute des solidarités de métier et de village) furent géographes. À l'opposé de l'académique *Revue de géographie*, qui conçut la discipline comme une « science du paysage », des régions, des pays, et des terroirs, la géographie libertaire fut une « géographie sociale », chaque jour refaite et modifiée en permanence par l'action humaine, une géographie en mouvement, à l'encontre de la fixation de l'espace et de son enfermement dans des frontières prétendues naturelles. Car les configurations territoriales et les alliances de classe sont modelées et remodelées par les logiques spatiales du capital. L'ordre spatial est un ordre social. C'est pourquoi la géographie historique du capitalisme doit danser sans cesse au gré des conflits et des compromis locaux et nationaux entre classes.

Compression spatio-temporelle. Les années du Second Empire ont été marquées par le double événement de l'expansion coloniale et de la contraction spatiale (consécutive à l'essor du chemin de fer, de la navigation à vapeur, de la communication télégraphique). Le transport rapide permit une « cannibalisation de l'espace par le temps ». Aiguillonné par la chute tendancielle du taux de profit, le capital emballe en effet la ronde infernale de ses rotations et accélère sans cesse son procès de circulation. Le temps homogène et vide de l'horloge devient la mesure de toute chose. Les distances mêmes sont converties en temps. Et tout le système du crédit vise à repousser et franchir les limites de la sphère de l'échange, comme si le capital fuyait sans cesse devant son ombre. Plus il est développé, plus il est acculé à une extension plus grande, et à une « annulation croissante de l'espace par le temps », jusqu'à envahir la planète entière. L'important n'est plus alors la distance, mais la vitesse.

Développement inégal et mal combiné. L'accumulation primitive du capital par transfert de valeur aux frontières est tout aussi vitale que l'accumulation primitive par dépossession. On peut dater de 1492 l'ouverture d'une ère où son accumulation s'affirme par l'insertion inégale des territoires dans un marché mondial, comme « une affaire profondément géographique ». Le chapitre du *Capital* sur la colonisation exclut la possibilité d'un espace fixe permanent. Avec la formation des États-nations modernes et l'expansion coloniale, le XIX^{e} siècle fut celui des définitions territoriales, des explorateurs et des conquêtes. Si la domination marchande globalisée est désormais pratiquement sans dehors, non seulement les inégalités et les différences entre centre et périphérie, mais aussi l'apparition de nouvelles fractures spatiales au centre même et de nouveaux abandons d'une périphérie livrée au chaos, deviennent d'autant plus nécessaires au métabolisme du capital. Les notions de « développement inégal et combiné » et de « production d'échelles » permettent de penser les nouvelles articulations et hiérarchies spatiales qui en résultent.

Reproduction spatiale. Les stratégies bourgeoises de domination et de division aboutissent à inscrire toutes sortes de divisions sociales, de classe, de genre, d'ethnie, dans le paysage géographique du capitalisme. Les divisions entre villes et banlieues, régions et nations, ne sauraient pour autant être considérées comme résiduelles d'un ordre social ancien. Elles sont activement reproduites par la puissance de différenciation du capital. Les loyautés et allégeances locales tendent à proliférer, plutôt qu'à se désintégrer sous l'action du capital et des résistances de la force de travail. Le capital produit et reproduit ainsi un paysage géographique et social qui lui est propre. La concentration de l'investissement façonne ses espaces régionaux de circulation, générant une tension entre les logiques territoriales du pouvoir (diplomatique, administratif, militaire) et la logique capitaliste de la circulation et des flux (de capitaux, de marchandises, de main-d'œuvre), entre mouvement et arrêt, entre territorialisation et déterritorialisation. La contradiction entre fixité et mobilité (mobilité des capitaux et fixité de la force de travail notamment) joue du côté du capital (délocalisations), mais aussi du côté du travail (prime de mobilité). Les flux migratoires sont l'un des effets de cette contradiction. Nombre d'erreurs de la gauche traditionnelle viennent de l'habitude d'interpréter toute chose à travers le prisme d'une seule et unique échelle spatiale.

Globalisation spatiale. « La marchandise, le marché mondial, occupe l'espace entier. La valeur d'échange imposera la loi de la valeur à la planète entière. En un sens, l'histoire mondiale ne serait-elle que celle de la marchandise [1]/? » Et la mondialisation marchande produira-t-elle son espace politique absolu, ou, au contraire, de nouvelles différenciations spatiales, de nouvelles prédations, de nouvelles enclosures, une accumulation par dépossession et développement inégal, à l'échelle mondiale et nationale ? Sous l'effet de la globali-

1/ Henri Lefebvre, *La Production sociale de l'espace*, Paris, Anthropos.

sation financière et communicationnelle, le monde se sent soudain beaucoup plus petit, et l'horizon temporel de l'action politique se rétracte autour d'un présent fragile toujours recommencé. La crise des appartenances et des solidarités qui résulte de cette compression spatio-temporelle est propice aux affiliations imaginaires et aux communions religieuses (promettant une éternité rassurante à un monde inquiet de son bouleversement permanent). Elle est aussi propice aux pratiques territoriales ségrégatives, mises en œuvre sous prétexte de veiller à la sécurité domestique (du « homeland » ou du « heimat ») face à la sourde menace des barbares ou de la racaille.

Échelle mobile des espaces. L'exploration de la production des échelles géographiques est restée peu exploitée, de sorte que la résistance sociale s'est trop souvent enfermée dans la sphère réductrice de la production ou d'un espace national ou régional exclusif. La réorganisation en cours de la reproduction d'ensemble exige au contraire le redéploiement d'un « syndicalisme social » et d'une pratique politique élargie à toutes les sphères de la reproduction sociale. La gauche radicale à venir doit aussi apprendre à combattre simultanément le capital à différentes échelles spatiales, à travailler dans les contradictions de systèmes spatiaux hiérarchisés, comme peuvent en témoigner les tensions sur la localisation des sites industriels ou des infrastructures de transports, ou encore, entre la défense de l'emploi et les priorités écologiques. Ce qui peut sembler une bonne politique à une certaine échelle, ne l'est plus nécessairement lorsqu'on change d'échelle. La lutte des classes doit donc articuler et combiner différentes échelles spatiales.

II. La lutte pour la ville

Division sociale de l'espace. Sous le règne de Victoria, 50 000 personnes se levaient chaque matin à Londres sans savoir où elles poseraient leur tête la nuit suivante. La ville moderne apparaît alors comme un lieu de dissolution des communautés, d'isolement et d'indifférence brutale, d'atomisation du monde et de désagrégation de l'humanité en monades. D'exclusions et de ségrégations sociales, aussi. La division sociale de l'espace redouble la division sociale du travail, et elle découpe la ville en zones de climats psychiques tranchés. La ville intériorise ainsi spatialement la logique de séparation généralisée entre privé et public, travail abstrait et travail concret, valeur d'usage et valeur d'échange, production et consommation, caractéristique de la modernité capitaliste.

Ville-marchandise. La production sociale de l'espace urbain est déterminée par sa transformation en valeur d'échange. La rente foncière et la valeur immobilière déterminent la distribution de la terre. Les révolutions du système de crédit ont aussi permis de révolutionner les relations spatiales en favorisant une étroite intégration entre capital financier et propriété foncière. L'immobilier devient alors le nerf de la guerre et le ressort des politiques de la ville et des plans d'occupation des sols. L'augmentation de la rente foncière urbaine et la spéculation immobilière ont ainsi poussé à l'expansion d'une urbanité difforme. À Londres, l'urbanisme privé à dominante horizontale fut au XIX^{e} siècle un grand dévoreur d'espaces. Sous le Second Empire, le prix du terrain a plus que doublé à Paris, précipitant le basculement des hiérarchies sociales de l'habitat vertical vers une dynamique de ségrégation horizontale encore lisible dans le contraste entre l'Est et l'Ouest parisiens.

Villes tatouées. Sur cet espace urbain, le capital a gravé les tatouages et calligraphié les hiéroglyphes de la modernité marchande. L'émerveillement devant les vitrines racoleuses, les lumières féeriques et les fantasmagories du marché témoignent de l'insatisfaction d'un monde qui n'a pas su répondre aux prodiges de la technique par un prodige social équivalent. La ville est devenue le théâtre des tours de magie par lesquels l'argent semble faire de l'argent et s'engrosser lui-même. Ce miracle quotidien du crédit et de l'intérêt apparaît plus stupéfiant encore que la fable de l'immaculée conception. En dépit de l'échauffement des désirs et du brouhaha du divertissement, l'haleine glacée de l'économie marchande souffle dans ces rues où s'effacent les traces et où se perd la piste d'un social killer nommé Capital.

Théâtre stratégique. La lutte des classes s'inscrit et se déchiffre dans l'espace. Quand elle se hérissait de barricades, la ville se transformait soudain en théâtre stratégique et en carte d'état-major, constellée de lieux symboliques à prendre ou à occuper, de positions à tenir, de centres de décision à investir : la Bastille ou l'Hôtel de Ville, le Palais d'Hiver, la Telefonica de Barcelone, la Moneda de Santiago. L'insurrection parisienne de 1871 fut une tentative, désespérée peut-être, de la ville pour s'ériger en mesure nouvelle des rapports humains. D'autres ont suivi qui, de la Commune soviétique de Petrograd au soulèvement parisien de Mai 68, en passant par les Communes d'Hambourg, de Turin, ou de Barcelone, la bataille d'Alger et le « cordobazo » argentin, jusqu'à, peut-être, l'assemblée populaire as-

siégée de Oaxaca, ont poursuivi dans l'histoire le rêve d'une Commune insurrectionnelle défiant le pouvoir hiérarchique de l'État.

Commune insurrectionnelle. Une hypothèse stratégique oriente l'action sans prétendre à une vérité éternelle. Elle joue un rôle majeur dans le mouvement de la connaissance, même si le jeu stratégique doit être, tôt ou tard, déjoué. Aucun soulèvement populaire n'a pu, en France, l'emporter sans s'emparer du centre de Paris. Plus d'une fois, l'expérience a démontré qu'avec Paris, c'est toute la France qui tombait. En 1832, les insurgés commencèrent à délimiter leur territoire, « le Paris des ouvriers » du « Paris des bourgeois », en édifiant deux barrages importants à la porte de Saint-Denis et à la porte de la Cité. De la Commune de 1792 à celle de 1871, la ville en général, et la capitale en particulier, fut le théâtre d'une stratégie d'affrontement entre deux pouvoirs et deux légitimités socialement inconciliables. La Commune s'est donc pensée elle-même comme une dictature de l'exemple. Capitale sociale, composée essentiellement de travailleurs, elle défia la capitale administrative et militaire. Tête de la nation, la capitale fut bien, du XIX^e^ au XX^e^ siècle, un enjeu stratégique décisif pour les révolutions modernes. La Commune insurrectionnelle est, en quelque sorte, sa réplique contraire. Ce ne fut pas le carnaval que parfois on imagine, mais un bouleversement accéléré de la vie quotidienne.

Droit à la ville. Réalisation d'un espace urbain révolutionnaire, la Commune fut la première affirmation d'un droit, non seulement au logement, mais à la ville. « Moment horizontal », elle renversa symboliquement, avec la colonne Vendôme, le signe ostentatoire du pouvoir vertical. Les travailleurs qui occupèrent l'Hôtel de Ville, occupaient un territoire ennemi, un sanctuaire de l'ordre social dominant. La Commune fut enfin la seule réalisation d'un urbanisme révolutionnaire s'attaquant aux signes pétrifiés de l'ordre dominant sans jamais admettre qu'un monument puisse être innocent. Ce que vérifie, *a contrario*, le rétablissement de verticalités hiérarchiques qui réhabilitent à leur manière la colonne Vendôme : la pyramide du Louvre, l'arche de La Défense, la Très grande bibliothèque, symboles dressés du pouvoir rétabli.

Affaire non classée. La Commune fut donc le point de cristallisation événementiel de temps et d'espaces discordants, le nœud d'une pluralité de mobiles politiques mêlés : un mouvement de révolte patriotique contre l'occupation étrangère, un soulèvement de l'opinion républicaine contre Versailles, un mouvement de rébellion contre l'État parasitaire, un mouvement révolutionnaire contre la bourgeoisie, le capital. Elle anticipa en actes sur le possible et l'impossible. Même ses projets et ses décisions inapplicables en ont gardé une actualité active. Si elle caractérise une époque historique, qui va de 1848 à la guerre d'Espagne, elle déborde aussi cette période pour proposer, dans un style naïf peut-être, les exigences les plus profondes, les plus durables, d'une révolution mondiale. La Commune de Paris : affaire non classée ?

III. Citoyens sans cités

Capitales décapitées. La ville qui vole en éclats, partagée en îlots fermés et surveillés, abolit la rue et signifie la fin des chances d'insurrection et de rencontre. Dès 1967, la « destruction de Paris » annonçait le changement de la ville insurrectionnelle en ville-vitrine et en ville-spectacle, sans peuple ni citoyens. Il faudrait donc bientôt la quitter « cette ville qui fut si libre, mais qui allait entièrement tomber aux mains de nos ennemis ». Deux ans plus tôt, on avait pu constater que l'épanchement de la ville dans une périphérie sans contours ni limites réduisait le centre de Paris à « un lieu de commerce, d'affaires, et de distractions ». Corrélativement, l'habitat se transformait en logement ou en « équipement familial libéré de tout enracinement dans le site ». À l'échelle planétaire, les centres politiques – Brasilia, Camberra, Ankara, Berne, Washington – s'établirent à l'écart des tumultes populaires de Sao Paolo, d'Istanbul, de Los Angeles ou de Chicago. La centralité stratégique de la capitale explosait ainsi en « pôles d'attraction » et en « champs multiples » d'espaces sociaux qui se dispersent, se croisent et se chevauchent.

Cités à la dérive. La Commune, non seulement celle de Paris, mais celles de Petrograd, d'Hambourg, ou de Barcelone, donnait une tête au peuple insurgé. Mais quelle tête pour un rhizome acéphale, sans queue ni tête ? Tête à couper ou à conquérir, le pouvoir concentré dans la capitale avait été un enjeu stratégique décisif de la guerre civile. Désormais, il se ramifiait, se disséminait, se décentralisait. Quand la ville s'étend et se dilue dans des périphéries lointaines, ce pouvoir est partout et nulle part. Dès la seconde moitié du XIX^e^ siècle, la ville a ainsi commencé à éclater vers des zones effrangées. L'accélération des transports permit de réduire les distances et de dévorer les espaces. La ville allait bientôt cesser de donner la mesure de l'homme. La démesure et la mal-mesure commencèrent à prendre le dessus. Zones grises et no man's land, terrains vagues et décharges, offrent

dans leur amoncellement de déchets l'image inversée de l'immense entassement de marchandises qui définit le capital. Bien avant que les théories du réseau et les rhétoriques du rhizome ne soient à la mode, on pouvait donc constater la transformation tendancielle du système urbain en « espace-réseau » dont les mailles étaient constituées par des voies de communication, en lacis relationnel de communicabilité ne connaissant « point de lieux qui marqueraient ses limites ». L'espace habité n'était déjà plus un centre serti dans une campagne environnante. Cette cité, « qui fut la mère des grandes cultures d'Orient et d'Occident », dépérissait alors et se mourait en tant qu'espace de sociabilité. De ces nouveaux déserts urbains et de leur désolation allaient surgir des capitales sans peuples, des cités sans citoyens, et des citoyens sans cités, relégués aux marges du politique. Et des décombres des cités en ruines allaient renaître de nouveaux dieux tyranniques.

Shopping and Fucking. En 1968, « la marchandise moderne n'était pas encore venue montrer tout ce qu'on peut faire d'une rue, et personne n'était encore obligé par les urbanistes d'aller dormir au loin ». En 1990, Paris était entièrement tombé aux mains ennemies. Éclatement des villes sur les campagnes recouvertes de masses informes de résidus urbains, supermarchés, parkings, terrains nus. L'urbanisme originel avait été défini en 1867 (l'année de parution du *Capital* !) comme une « science de l'espace » accordée à une gestion de la force de travail à l'âge industriel. L'urbanisme nouveau fut perçu par les situationnistes comme une ingénierie sociale et une technique de séparation : villages vacances, grands ensembles, *shopping centers*, architecture nouvelle destinée aux pauvres, tout devait contribuer à une « autodestruction du milieu urbain ». La ville-marchandise se consommait, se consumait, et se donnait elle-même en spectacle. À l'inverse des désurbanistes russes, les situationnistes imaginèrent un projet alternatif d'« urbanisme unitaire » et de « chambres de rue ». Ils réclamèrent l'inclusion du temps de transport dans le temps de travail et le passage de la circulation comme supplément de travail à la circulation comme plaisir. Alors que la ville dont ils firent la critique était encore celle du loisir et du spectacle marchand, dans la ville communicationnelle, informationnelle, publicitaire nouvelle, la gouvernance municipale est étroitement déterminée par l'objectif de créer un climat propice aux affaires, dans tous les sens du terme.

Cité sans citoyens. La « destruction de Paris », « l'assassinat de New York », ou les transformations de Los Angeles, ont des implications stratégiques. Paris fut ravagé avant d'autres parce que ses révolutions avaient inquiété plus que tout autre – et échoué ! L'histoire de Paris, depuis 1945, apparaît comme une lutte incessante de Paris-Capitale pour conjurer le spectre du Paris insurgé, celui des Trois glorieuses, de juin 1948, de la Semaine sanglante, du Front populaire, de la Libération et de Mai 68. Quand parut définitivement écarté le danger que la légitimité populaire communale puisse défier l'autorité étatique, et quand il parut assuré que l'ordre monumental, spectaculaire, et marchand, régnait sur la ville, elle put enfin se donner un maire qui ne représenterait plus une légitimité opposable à celle de l'État, et dont la fonction deviendrait un tremplin présidentiel. Ne restait plus alors, des anciens mystères de Paris, qu'une ville hostile aux pauvres, aux « sans », aux exclus, exposée aux raids et aux rezzous de hordes barbares campées sous les murs invisibles mais réels de la cité interdite. « Paris sera anéanti », avait promis en 1792 le fameux *Manifeste de Brunswick*. La punition par évacuation complète, rêvée naguère, fut accomplie de l'intérieur, à petits pas, à petit feu, au fil des plans successifs d'occupation des sols.

Pure gouvernance de la ville-entreprise. Dubaï, « la rencontre d'Albert Speer et de Walt Disney sur les rivages d'Arabie » (Mike Davis), accomplit le rêve libéral des Chicago Boys : une oasis de libre entreprise, sans impôts ni syndicats, au milieu d'un désert politique. Ce lego urbain, cette ville-firme, dont les salariés sont à 99 % des étrangers expulsables, concrétise la pure gouvernance gestionnaire d'un prince-PDG et la synthèse postmoderne entre l'absolutisme féodal, la fébrilité boursière, et le grésillement permanent d'Internet City, avec en guise d'apothéose un Festival annuel du Shopping mondialisé. La société y est soluble dans « un réseau de bulles hôtelières et résidentielles ». On y passe, mais personne n'y reste et n'y habite. L'État-nation fait place à l'État-propriétaire. Ville-spectacle et ville-tourisme (si tant est que l'on puisse encore parler de ville), le « cosmopolitisme de carton-pâte » de Dubaï incarne l'esprit de la globalisation libérale. Il est un concentré de développement inégal monstrueusement combiné. Marchés immobiliers hypertrophiés, spéculation débridée, revenus pétroliers recyclés ont pour contrepartie ostentatoire le gigantisme architectural et « l'arrogance verticale » d'un pouvoir absolu. Le « stade Dubaï du capitalisme » : la ville sans cité « vit de la peur » qui règne sur la région.

Les nouveaux mystères de Paris. De Chirac à Delanoë, les faveurs accordées à l'immobi-

lier de bureau ne visent pas seulement à évincer de Paris (et maintenant d'une proche banlieue satellisée dans le grand Paris), le salariat d'exécution, mais aussi à éteindre des activités industrielles au profit d'un tertiaire haut de gamme. Il s'ensuit une spirale de transformations, non seulement de Paris, mais de la plupart des centres-villes. Si la part du logement social parisien atteint 15 % des résidences principales, il faudrait, au rythme actuel de construction, une quinzaine d'années pour atteindre un taux de 20 %. Selon les prévisions pour les années à venir, 49 % de la surface habitable prévue seront consacrés aux bureaux et aux activités de service, contre 28 % au logement et 24 % aux équipements. Ces priorités de la Ville de Paris correspondent aux exigences des promoteurs immobiliers. Le logement social dit intermédiaire destiné à des classes moyennes électoralement cajolées représente un tiers du logement social neuf ou ancien converti. Derrière les opérations de séduction, de type Vélib, Paris-Plage et Nuit Blanche, ciblées vers les classes moyennes aisées et leur style de vie « qualitatif », ce Paris du XXIe siècle, conçu comme un territoire « attractif » pour les investisseurs et destiné à engendrer des profits, entend se conformer au modèle de la « ville-entreprise » et aux critères de gestion entrepreneuriale. Sa priorité est de tenir son rang dans la féroce compétition européenne et mondiale entre grandes métropoles et régions urbaines.

La question du logement. Sans logis et mallogés par centaines de milliers : ce qu'on entend par crise du logement, c'est l'aggravation particulière, sous l'effet de la spéculation immobilière, des mauvaises conditions d'habitation des salariés et des chômeurs, l'augmentation des loyers, l'entassement des familles, et, pour beaucoup, l'impossibilité pure et simple de trouver à se loger. Si cette crise fait autant parler d'elle, c'est qu'elle n'est pas limitée à la classe travailleuse, mais touche également les classes moyennes. Dans une société où le propriétaire des terrains et des immeubles a non seulement le droit, mais, dans une certaine mesure, le devoir de tirer par la concurrence le profit maximum de ses biens, cette crise n'est pas le fait du hasard, mais en quelque sorte « une institution nécessaire ». La croissance des villes modernes confère en effet aux terrains situés dans les centres-villes une valeur artificielle démesurée. Cette augmentation exponentielle de la rente foncière a pour résultat de chasser de plus en plus loin les logements populaires. À leur place, on construit des boutiques, de grands magasins, des bâtiments publics, des bureaux. Dès le XIXe siècle, il n'a pas manqué de bourgeois philanthropes pour prétendre résoudre la crise chronique du logement par l'accès des travailleurs à la propriété, en convertissant les loyers payés en acomptes sur le prix du logement. C'est précisément ce qu'a fait Margaret Thatcher et ce qu'ont échoué à faire les « maisons à 100 000 euros » de Jean-Louis Borloo (500 construites pour 800 000 transactions immobilières réalisées annuellement par les ménages). C'est ce que tente à nouveau « la maison à 15 euros par jour » (soit 450 euros par mois pendant 23 ans pour le bâti, auxquels il convient d'ajouter une rallonge entre 250 et 410 euros par an pendant treize ans pour le terrain) de Mme Boutin. Ce rachat du logement par les locataires fixe le travailleur au territoire au risque d'une dévalorisation brutale de son achat quand les entreprises nomades décident de se délocaliser. Il transfère, sans compensation salariale, une part importante du coût de reproduction de la force de travail (frais de logement et de réparations) à la charge du salarié, ainsi que le risque de voir son bien dégradé et dévalorisé s'il est dans l'impossibilité d'assurer, en plus du loyer, les frais d'entretien. Le « droit opposable » au logement, solennellement proclamé, mais à l'application improbable, impliquerait un droit de réquisition et de socialisation (ou de municipalisation) des sols afin de combattre la spéculation foncière qui est une cause majeure de l'extension urbaine et du dépeuplement des centres-villes.

Ville et campagne. Le mode de croissance des zones urbaines modernes est déterminé par la logique spatiale de l'accumulation du capital et de la rente foncière. Bien avant Nicolas Hulot, Engels, grand précurseur de l'écologie urbaine, affirmait nécessaire le dépassement d'une opposition entre ville et campagne, qui vouait à la faillite toutes les tentatives ingénieuses de solutions philanthropiques bourgeoises à la question récurrente du logement. Au vu des frais énormes de voirie, engagés pour se débarrasser de montagnes de déchets, des dépenses sociales requises pour soigner les pathologies urbaines, physiques et nerveuses, ou pour diminuer l'empoisonnement de l'air, il apparaît que ce dépassement de la division sociale de l'espace n'est pas une chimère mais une nécessité pratique.

Villes sans rencontres ni événements ? Ce qui se passe, ce n'est pourtant pas un tel dépassement, mais un effondrement simultané, une usure réciproque des villes et des campagnes. L'urbanisme soumis au despotisme de marché détruit la ville pour construire

des pseudo-campagnes sous prétexte « d'aménager » le territoire. Il invente des villes nouvelles « où il n'arrivera rien », des friches sans lieux pour une histoire sans événement. Les forces de l'absence historique commencent alors à composer leur morne paysage hanté d'individus concurrentiels sans individualité. Si, à l'encontre des racines qui immobilisent et des liens généalogiques du sang, l'idée moderne de liberté est associée à la ville, sa disparition menace l'espace public de disparition et la liberté politique de liquidation. De quelles subversions, de quels soulèvements, de quelles mises en Commune, des villes que l'on n'habite plus seraient-elles encore capables ? De quelles « prises d'armes », les nouveaux théâtres d'opérations désolés pourraient-ils être encore la scène ?

IV. Demain, le feu ?

Ségrégations. Le risque d'apartheid est depuis longtemps bien réel. Selon la logique des ghettos et des affrontements raciaux, il n'a cessé de s'affirmer, avec, à l'horizon, la probabilité d'un feu purificateur et d'un bain de sang. À son stade spectaculaire, le capitalisme rebâtit tout en toc et produit des incendiaires. Son décor est devenu partout inflammable. Les uns feignent de croire que le moyen de conjurer ces périls est question de bonne volonté antiraciste, d'autres qu'il s'agit de faire reconnaître les droits modérés d'une juste xénophobie. Mais tous, droite et gauche du centre, s'accordent à considérer cette question comme « la plus brûlante » parmi tous « les effrayants problèmes qu'une société ne surmontera pas ». Les antagonismes sociaux et les divisions spatiales sont activement reproduits par la puissance de différenciation inégalitaire du capital. Les loyautés et allégeances locales et tribales tendent même à se renforcer sous l'effet d'une atomisation sociale accrue. La solidarité des classes dominées tend alors à se dissoudre dans une série d'intérêts communautaires géographiquement fragmentés, aisément manipulables par les pouvoirs de la bourgeoisie ou exploitables par la logique néolibérale de pénétration marchande.

Des ghettos et des murs. La théorie du revenu frontalier soutient que les salaires et les intérêts qui se forment autour de la frontière de l'État isolé établissent la norme salariale d'équilibre pour le territoire tout entier. La frontière serait ainsi le laboratoire d'une harmonie sociale sous condition d'une mobilité des capitaux et de la force de travail contrariée par les régulations étatiques et les inerties de la propriété privée. Le monde réputé sans frontière se hérisse en effet de murs de séparation et de barbelés sanglants, dans un double mouvement d'enfermement et d'exclusions. Les mêmes entreprises qui dressent la muraille de béton équipée de détecteurs électroniques entre Israéliens et Palestiniens édifient la mortelle cloison filtrante entre le Mexique et les États-Unis. Peut-être sont-ce les mêmes qui transforment en citadelles assiégées et en ghettos volontaires, les quartiers privés pour riches de Mexico ou d'ailleurs. Le film de Rodrigo Pla, *La Zona*, met à nu la logique de ces territoires d'exception, où l'État abandonne ses prérogatives au profit d'une justice et d'une police aussi privatisées que l'espace sur lequel elles règnent. La logique du ghetto ainsi retournée en enfermement volontaire exacerbe les paniques sécuritaires du privilège menacé. Mais la géopolitique du désespoir finira par avoir raison de ces déraisons. Le Sud est déjà entré dans le Nord. Les nouvelles invasions barbares viendront à bout des murs les plus indifférents.

Planet of Slums. « Urbanisme diffus », « marges urbaines », paysages « hermaphrodites de campagnes urbanisées », « zones d'impact social où les forces centrifuges de la ville entrent en collision avec l'implosion de la campagne » : les villes vont-elles donc disparaître au profit des bidonvilles, favelas, shantytowns. Deux milliards d'habitants – si le mot « habiter » aura encore un sens – vivront, d'ici trente ou quarante ans, dans ces entassements périurbains. Los Angeles compte déjà plus de cent mille sans domicile fixe. Purification sociale oblige, Tokyo ou New York cachent et expulsent leurs sans-logis et leurs mendiants. Si le taux de la population carcérale était en France le même qu'aux États-Unis, les prisons aujourd'hui surpeuplées avec 60 000 détenus, devraient en accueillir 500 000. La ville du futur n'est plus Manchester, Berlin ou Chicago. La dissociation de la ville et de l'emploi, la poursuite d'une urbanisation sans activité productive mettent en péril la citoyenneté. L'avenir est aux décharges de population excédentaire, aux concentrations végétatives des refusés du monde. Les « bidonvilles de l'espoir » sont remplacés par des « latifundia urbains » soumis à un capitalisme de connivence. Cette prolétarisation passive sous les murs de la cité interdite génère une « architecture de la peur », des rues et des autoroutes privées, des villes et des pays emmurés. L'usurpation galopante de l'espace public par de nouvelles enclosures évoque un retour parodique à la ville médiévale. Bombe à retardement, sociale, sanitaire, culturelle, l'hyperbidonville s'annonce comme « maillon faible du nouvel ordre mondial ». Le spectre d'une « guerre sociale incessante » et d'une « pure

horreur kurzienne » commence à hanter le monde.

Asphalt Jungle. La violence et la révolte émigrent, elles aussi, des centres-villes vers les quartiers et les banlieues. Le temps des « émeutes urbaines » muettes, sans paroles ni porte-parole succéderait à celui, révolu, des insurrections ? En 1965, ce n'était déjà pas seulement le statut des Noirs qui était en cause dans les brasiers de Watts, mais bel et bien le statut de l'Amérique, tout comme le statut de la France et de l'Europe (de la France dans l'Europe) était en jeu dans les soulèvements de banlieue à l'automne 2005. À Watts, il ne s'agissait pas d'émeutes raciales, mais de révoltes sociales. De Martin Luther King à Malcolm X, toute la communauté noire en convint. Sans doute, c'était se laisser emporter par l'imagination, ou prendre un désir pour la réalité, que d'interpréter le pillage comme l'application sommaire du principe communiste « à chacun selon ses besoins ». Mais le constat selon lequel « la jeunesse sans avenir marchand de Watts avait choisi une autre qualité du présent », ne manquait cependant pas de pertinence. Cette jeunesse était passée de la honte à l'orgueil d'être « de Watts », comme celle des banlieues passera de la honte à la fierté d'être du 9-3, ou d'ailleurs. C'étaient, il est vrai, les années soixante. Les combattants de l'émancipation s'appelaient alors Malcolm X, Franz Fanon, Abane Ramdane, Patrice Lumumba, Amilcar Cabral, Angela Davis, Ho Chi Minh, Mehdi Ben Barka, Guevara. Les marches contre les ségrégations et les discriminations n'avaient pas encore l'allure de pèlerinages aux sources mythiques, ou d'une quête morbide des origines, des généalogies ou des racines. Les révoltes contre l'humiliation et les torts particuliers cherchaient plutôt à « se désancrer » pour s'universaliser. Des brasiers, on ne voulait voir que la lumière. Les « héros de l'enfer » portent aujourd'hui d'autres noms. Le passé dévore l'avenir. L'être cannibalise le devenir. La soif légitime de reconnaissance vire à la névrose identitaire. L'insatisfaction même devient marchande et monnayable ; la révolte, un reportage télévisé. Stade suprême du fétichisme de la marchandise, le spectacle narcissique se contemple dans le miroir médiatique.

Violences autophages. L'émeute aussi peut tourner au spectacle : « A l'acceptation béate de ce qui existe peut aussi se joindre comme une même chose la révolte purement spectaculaire », du fait que l'insatisfaction elle-même est devenue marchande et solvable [2]. Et la violence territorialisée, autophage, sanctionne le divorce entre des quartiers et un centre-ville hostile, objet de brèves « descentes », de raids ou de rezzous. Si cette « violence est sauvage, sans objet, informelle, c'est que les contraintes qu'elle conteste sont, elles aussi, informulées, inconscientes, illisibles ». On assiste à l'émergence d'une destructivité réfractaire à toute satisfaction planifiée. Certains finiront peut-être par regretter le temps où la violence, vieille violence guerrière, patriotique, passionnelle, rationnelle au fond, guidée par un objectif ou mue par une cause, avait un sens. Cette violence à idées relevait d'une politique ou d'une esthétique et elle pouvait être considérée comme un des beaux-arts. Place, désormais, à une violence qui n'est plus ludique, sacrée, rituelle, ou stratégique, mais structurellement liée à une immense pauvreté dans l'abondance, toujours imminente. De temps en temps, au sein de cet univers clos de violence et de quiétude consommée, cette violence nouvelle vient, par intermittence, assumer aux yeux de tous une partie de la fonction symbolique perdue, avant de se résorber elle-même en objet de consommation. Un lien obscur lie cette violence autodestructrice et les rêves de non-violence : les uns retournent la violence structurelle de la société pour la pousser au paroxysme, les autres en assument la passivité secrète jusqu'à la démission et la désertion.

Reconquête. Aujourd'hui aussi malmené que les droits fondamentaux à la santé, à l'éducation ou aux biens communs de l'humanité, le droit à la ville est indissociablement social et démocratique. Sa reconquête passe par la reconstruction d'un espace public rongé par la démolition méthodique des services publics et par la confiscation spéculative de la terre, et par la privatisation généralisée du monde.

Avec, par ordre d'entrée en texte,
Henri Lefebvre, Karl Marx, David Harvey,
Friedrich Engels, Guy Debord,
Walter Benjamin, Kristin Ross,
Michaël Löwy, Auguste Blanqui, A. Neuberg,
Jean-Paul Dollé, Clara Sandrini,
Stathis Kouvélakis,
Georges-Hubert de Radkowski, Von Thünen,
Mike Davis, François Cusset,
Jean Baudrillard.

15 novembre 2008
Article publié par la revue en ligne 104 :
http://.104larevue.fr/œuvres/bensaid/DB/Cites_interdites.pdf — © CENTQUATREVUE
Edition imprimée en mai 2009

2/ *Ibid*., 785.